



La Lettre

n° 38

février 2026

La Gauche alternative : unir nos forces pour reprendre le pouvoir démocratique

Nous vivons un moment politique décisif. Le paysage national est marqué par une progression significative de l'extrême droite, qui s'est imposée comme une force majeure dans les scrutins récents.

Lors des élections européennes de juin 2024, la liste du Rassemblement national (RN) dirigée par Jordan Bardella a obtenu plus de 31 % des suffrages, soit un score historique depuis plusieurs décennies, largement au-dessus des listes centristes ou de gauche : la liste présidentielle n'a recueilli que 14,6 % des voix et celle de la gauche radicale environ 9,9 %.

Dans ce même contexte, au premier tour des élections législatives de juin 2024, l'alliance conduite par le RN a également obtenu un score d'environ 33 % des voix à l'échelle nationale, plaçant l'extrême droite en tête du scrutin.

Ces chiffres ne sont pas de simples anomalies électorales : ils témoignent d'une dynamique profonde de recomposition politique, portée par des peurs sociales, des inquiétudes économiques, mais aussi par une normalisation croissante des idées nationalistes et identitaires. La progression de ces forces politiques pose de réelles questions sur notre modèle démocratique et social ; questions que nous ne pouvons ignorer.

C'est précisément parce que ces dynamiques menacent la cohésion sociale, les libertés fondamentales et la justice sociale que nous avons fait le choix, ici à Quetigny, de prolonger l'expérience de Réinventons Quetigny en l'élargissant pour donner jour à la Gauche Alternative. Ce collectif citoyen n'est pas une simple juxtaposition de partis ou d'étiquettes, puisqu'il est composé majoritairement de personnes sans appartenance politique. Il est une réponse collective à une époque où la division, les logiques de peur et les discours de repli ne

doivent pas avoir le dernier mot. Il est soutenu par La France insoumise, L'APRES (Alliance pour une république écologique et sociale), le NPA.

À Quetigny, d'autres forces progressistes locales partagent des valeurs communes profondément ancrées dans la solidarité, l'égalité, la diversité et la démocratie participative. Nous voulons replacer le pouvoir entre les mains du peuple, faire vivre une démocratie vivante, où les habitantes et habitants sont acteur/actrices des décisions qui les concernent, et répondre concrètement aux défis sociaux que traverse notre pays.

La gauche alternative porte une ambition claire :

- combattre les inégalités et les discriminations,
- renforcer les solidarités locales et internationales,
- faire de la démocratie un projet collectif, pas un slogan,
- proposer des solutions concrètes pour une vie meilleure à Quetigny.

Nous ne nous contentons pas de nous opposer à une logique politique qui divise : nous proposons une voie d'espoir, de rassemblement et d'action commune. Parce que la démocratie ne se protège pas seulement dans les urnes, mais dans la cohésion quotidienne, l'écoute, le respect de toutes et tous.

C'est cet espoir partagé, cette énergie collective, que nous voulons porter ensemble — ici, à Quetigny, pour bâtir une ville plus juste, plus solidaire, plus démocratique.





La Lettre

n° 38

février 2026

« Quetigny nous ressemble, Quetigny nous rassemble » : la Gauche réunie pour les municipales

À la suite des législatives de 2022, *Réinventons Quetigny*, devenu aujourd'hui *la Gauche Alternative*, a proposé aux différentes organisations de Gauche de notre commune de prolonger localement la démarche de la NUPES (Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale). Cette proposition s'est concrétisée un an plus tard lors du rassemblement de solidarité avec la Palestine, suivi de plusieurs autres initiatives : solidarité avec l'Ukraine, débat avec les forces de Gauche engagées aux européennes de 2024 et soutien au candidat du Nouveau Front Populaire, Pierre Pribetich, lors des législatives de juillet 2024.

Cette démarche initiée par les différentes sensibilités de Gauche (Écologistes, France Insoumise, Ensemble (devenu l'APRES), NPA, Parti communiste, Parti socialiste et Réinventons Quetigny (devenu Gauche Alternative) a été partagée par une centaine de personnes réunies dans la Gauche Quetignoise.

Pendant près d'un an, cette Gauche Quetignoise a privilégié la réflexion et l'information sur la pauvreté, avec un temps fort au cours d'une soirée animée par la présidente d'A.T.D. Quart Monde France. Cette volonté de faire de la lutte contre la pauvreté et la précarité a naturellement trouvé un prolongement dans la préparation des municipales de 2026 avec une liste commune pour la porter.

Pendant 5 mois, la Gauche Quetignoise s'est mise au travail : quatre groupes, comprenant chacun de dix à quinze personnes, ont été constitués sur les thèmes de la solidarité, de la

jeunesse, de l'urgence climatique et de la démocratie locale. Cette démarche unitaire, inédite dans l'histoire de notre ville, aura permis à près d'une centaine de personnes de réfléchir ensemble, proposer, s'écouter, pour aboutir à 120 propositions retravaillées ensuite dans une commission de synthèse (commission « ad hoc ») pour en faire un guide précieux pour l'action et la réflexion des élu·e·s et des services municipaux tout au long de la mandature. Ces groupes ont permis une confrontation d'idées et de propositions très riches, apportant à des dizaines de personnes une connaissance partagée de la réalité de notre commune, des problèmes et défis qui sont devant nous.

Tout n'a pas été facile et simple dans ce long cheminement. Nous savons bien quels sont les pièges et les difficultés qui accompagnent une démarche portée par la diversité que constitue la Gauche. En effet, lors de la constitution de la liste et de la finalisation du programme, les réflexes de prétention hégémonique se sont confrontés aux souhaits d'un partage plus équitable des décisions et des arbitrages, et n'ont pas facilité les consensus nécessaires à la démarche commune et la confiance réciproque. Nous n'avons sans doute pas su donner à l'assemblée générale de la Gauche Quetignoise toutes les capacités de débats et de décisions qui auraient dû être les siennes alors que la liste de candidat·e·s aura joué un rôle surdimensionné dans la finalisation du programme destiné au public.

Malgré un arbitrage pas toujours facile, parfois même contesté, pour finaliser un programme public partagé, la volonté de construire ensemble l'a emporté. La liste commune emmenée par Isabelle Pasteur peut se prévaloir de cette Gauche plurielle et unitaire pour se présenter aux suffrages de nos concitoyens. Cette réussite devrait être un solide atout pour l'avenir de notre ville et une protection face aux nuages sombres qui s'accumulent au plan national et qui pourraient bousculer nos existences locales si la Gauche refuse de s'unir lors des prochaines présidentielles et législatives.

La campagne est maintenant lancée, avec de multiples propositions d'actions auxquelles la Gauche Alternative vous invite à participer :

- ▶ en consultant la page facebook de la campagne :
<https://www.facebook.com/profile.php?id=61583992959049>
- ▶ en participant :
 - aux « points fix », lieux d'échange entre des colistier·e·s et les habitants : place centrale Roger Rémond, devant la Parenthèse, au terminus du tram, au parc du grand Chaignet, à la Veuglotte, au Suchot et devant la salle Mendès France.
 - à la diffusion des flyers et du programme
 - aux réunions publiques

<https://www.infos-dijon.com/news/vie-locale/vie-locale/municipales-isabelle-pasteur-presente-les-colistiers-et-le-programme-de-quetigny-rassemble.html>

<https://dijon-actualites.fr/2026/02/12/a-quetigny-isabelle-pasteur-devoile-sa-liste-et-les-grandes-lignes-de-son-programme-municipal/>

<https://www.k6fm.com/municipales-2026-isabelle-pasteur-devoile-sa-liste-et-son-programme-a-quetigny>

JEUDI
26
FÉVRIER

18h30 · salle des Epenottes . 10 cours Sully
Diagnostics et perspectives :
solidarité · santé · vie démocratique

MERCREDI
4
MARS

18h30 · salle Fontaine-aux-Jardins . rue des Vergers
Diagnostics et perspectives :
Jeunesse · urgence climatique · emploi

JEUDI
12
MARS

18h30 · salle Nelson Mandela . 13, avenue du Cromois
Meeting :
**présentation du programme et de la liste municipale
portée par Isabelle Pasteur**



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 38

février 2026

Nos candidat·e·s

Bonjour à toutes et à tous,

Pour présenter les candidats qui ont accepté, sous la bannière de Réinventons Quetigny, de participer aux Conseils municipaux, nous avons décidé de vous communiquer ici leur brève profession de foi. Bonne lecture !



Je suis **Pierre Abecassis**,
j'habite Quetigny depuis plus de 40 ans, dans le quartier
de Fontaine Village.

Notre ville a toujours été ouverte sur le monde.

En 1988, j'étais le médecin de l'expédition des Villes
jumelées qui, partie de Quetigny, a permis à une
quinzaine de jeunes de relier Koulikoro, au Mali, par la
route trans-saharienne.

Une belle aventure humaine et humanitaire, avec le
regretté Francis MOULUN, directeur de la MJC.

Aujourd'hui, notre ville veut accompagner et soutenir les
Associations qui agissent dans les pays en guerre.

Mon humanité a le cœur du côté d'Israël, de Gaza et de
la Palestine où se déroule un véritable génocide.

Le peuple palestinien mérite une paix juste et durable.
Notre ville peut et doit l'y aider.

POUR LUI et POUR NOUS !

C'est un des sens de mon engagement aux côtés d'Isabelle Pasteur.



Bonjour, je m'appelle **Sarah Bounefikha**, et aujourd'hui je vais vous parler d'un enjeu majeur qui concerne de plus en plus de Français : la santé mentale.

En France, la santé mentale représente un sujet majeur et en pleine croissance : chaque année, plus de treize millions de Français sont sujets à des problèmes d'ordre psychique — peu importe l'âge ou le milieu social —, ce qui représente une grande part de notre population.

À Quetigny, nous prenons cette situation très au sérieux ; c'est pour ça que nous nous engageons à mettre en place un plan de santé mentale local.

Ce plan vise à faciliter l'accès aux services d'écoute et de soutien : soutenir les familles, les jeunes et les travailleurs en difficulté, encourager la prévention et la déstigmatisation de la souffrance psychique. Parce que la santé mentale est tout aussi essentielle que la santé physique, nous voulons construire ensemble une communauté où chacun·e pourra trouver écoute, aide et accompagnement.



Je m'appelle **Dominique Ganaye Lehmann**, et j'habite Quetigny depuis mai 1995.

Mon quartier de la rue des Vignes d'où je vous parle représente pour moi très bien la « ville jardin » dans laquelle j'évolue avec plaisir depuis plus de 30 ans maintenant.

Jeune retraité de pas encore 65 ans, j'ai un parcours riche d'expériences professionnelles et associatives variées : gestion administrative, RH et financières, droit, tant public que privé.

La représentation des personnes dans le système de santé et maintenant comme élu bancaire mutualiste m'occupent bénévolement. Je n'ai jamais évolué dans le champ politique, ce sera une expérience nouvelle pour moi.

J'ai choisi de m'engager sur la liste « Quetigny nous ressemble, Quetigny nous rassemble » parce que c'est un signal fort que de nous présenter dès le 1er tour, gauches et écologistes réunis.

Il me tient à cœur de soutenir l'axe de notre programme de la démocratie locale pour permettre au citoyen d'être mieux et plus moteur de sa ville, en travaillant sur les dispositifs permettant une meilleure prise en compte de l'expression citoyenne.



Je m'appelle **Annie Raynal**. J'ai 67 ans. J'habite à Quetigny depuis 1989.

Je suis mariée, j'ai 3 enfants et 5 petits-enfants. Je suis retraitée.

J'ai plusieurs activités associatives sur la ville : pour mes loisirs, mais aussi comme bénévole.

En organisant des activités sportives, culturelles, éducatives, solidaires, les associations permettent à tous les habitants de se rencontrer, d'échanger, de construire des liens.

Et à Quetigny, les habitants ont le choix entre plus de 55 associations. Une dynamique exceptionnelle dans tous les domaines que nous envient souvent les non-quetignois !

Les associations sont essentielles car elles favorisent la solidarité, la mixité sociale, culturelle et intergénérationnelle, et, par leur intermédiaire, les habitants contribuent à la vitalité de notre ville pour mieux vivre ensemble.

C'est un engagement fort que de leur donner une place dans les instances de concertation.



Je m'appelle **Hervé Salomon**, j'habite Quetigny depuis 1980, j'y ai été professeur de guitare pendant 30 ans et je suis aujourd'hui retraité.

À l'école de musique, j'ai co-construit et animé de nombreux projets dont le Festival « Guitares dans la Ville » qui a vécu « crescendo » de 2006 à 2015. En effet lors du 10ème anniversaire de ce projet, la salle Mendès France était bondée, nous avons pour associées une vingtaine d'écoles de musique et un orchestre de 150 guitares s'est produit en guise de bouquet final puisqu'il n'y a pas eu de 11ème édition. 😊 😊

Ce qui fonde ma participation à la liste « Quetigny nous ressemble, Quetigny nous rassemble », c'est la possibilité donnée aux habitants de faire entendre leur

voix et d'agir, qu'ils soient en mesure d'initier un référendum ou de participer à une convention citoyenne.

Ces mesures figurent au paragraphe 3 du programme.

Ceci étant, j'attache une importance particulière à la mise en place de l'Observatoire Citoyen des Engagements Municipaux. Cette mesure du programme contribuera à gagner la confiance des Quetignois envers leurs élus, confiance mise à mal lorsque les promesses électorales ne sont pas tenues.



La Lettre

n° 38

février 2026

Sarah Knafo, ou la brutalité souriante

Loin de nous l'idée, ici, de dresser le portrait « people » d'une personnalité politique mise en orbite depuis quelques semaines par une certaine droite... Nous voulons simplement souligner que, dans la France macronienne, le débat tend à délaisser l'argumentation au profit de la provocation et de la violence verbale.

Comment cela ? Mais Sarah Knafo est toujours souriante ! C'est vrai ; elle a même fait de son sourire une carte de visite pour se faire une place dans le monde politique. Oh, pas un sourire de Joconde, discret, fascinant, pénétré de sérénité intérieure... Un sourire de défi, agressif, conquérant, suffisant, un brin ironique.

Et ça marche !

Jamais elle ne se laisse atteindre dans les débats par la volonté de journalistes (oui, il en est d'indociles) ou de personnalités politiques (souvent bien plus expérimentées qu'elles) de rester dans le sujet, de demander des explications, de confronter aux faits ses spécieux raisonnements. "Débatteuse" dans l'âme, elle affirme, elle réaffirme, elle confirme, elle reconfirme, croyant désarmer son interlocut·eur·ice, y parvenant souvent.

Cette stratégie lui a plutôt réussi. Restée longtemps dans l'ombre de Zemmour (à titre de conseillère), membre du Parlement européen depuis 2024 sans avoir pu vraiment peser sur la politique nationale, elle est devenue l'une des « 200 qui feront la France de demain » selon *Le Figaro*. Elle développe aussi ses liens à l'international, comme lorsqu'elle a assisté à la cérémonie d'investiture de Donald Trump il y a un an.

Qui l'a entendue lors d'un débat ne peut qu'être impressionné par sa pugnacité, par son culot à énoncer lieux communs et contre-vérités (ou à "noyer le poisson") sur un ton qui paralyse souvent ses interlocut·eur·ice·s. Dans sa campagne pour la mairie de Paris — engagée

tardivement —, l'eurodéputée "Reconquête" bénéficie des yeux doux que lui fait le monde médiatique (le TF1 de Křetínský et le groupe Canal de Bolloré en particulier). Elle sait aussi s'inspirer de modèles progressistes comme le nouveau maire "socialiste" de New York Zohran Mamdani (qui n'en aurait certainement pas tant demandé). Mais il ne faut point trop gratter le vernis pour lui trouver une idéologie particulièrement rance et on ne peut plus démagogique ; dangereuse en tout cas.

Influencée par les libertariens américains, elle veut faire la chasse à l'aide publique au développement, aux prestations non contributives accordées aux étrangers, telles que le RSA ou les aides au logement, au soutien public aux éoliennes, à la politique de la ville, ainsi qu'aux agences publiques comme l'Ademe, France Travail ou l'Arcom. À cela s'ajoutent des attaques répétées contre les fonctionnaires... Notons qu'elle est elle-même énarque, ce qui l'a conduite à rédiger un "guide pratique" à l'usage de l'administration pour faciliter les procédures d'expulsion des clandestins ; elle a dû quitter la Cour des Comptes, où sa fonction était déontologiquement incompatible avec celle de cheffe de campagne pour Éric Zemmour aux dernières européennes. Elle a par ailleurs fondé l'association "Parents vigilants", un réseau mobilisant les familles contre ce qu'elle décrit comme une "idéologie d'endoctrinement" à l'école.

Madame Knafo promet à Paris un "nouvel âge d'or". Candidate dans le très bourgeois XVIème arrondissement, elle aime l'ordre : elle veut « reconquérir les zones de non-droit », parmi lesquelles « les Champs-Élysées » ! Elle veut réduire le nombre de migrants dans la ville (ce qui ne relève en rien d'une compétence de maire) ; elle compte doubler les effectifs de la police municipale et armer celle-ci, mais diviser par deux les effectifs des personnels de la mairie en dix ans (cherchez l'erreur !).

Elle se fiche royalement de l'environnement, promettant dans un programme particulièrement démagogique de porter la limite de vitesse sur le "périph" à 80 km/h (contre 50), rouvrir les voies sur berges de la Seine (bonjour le bruit, la pollution, le respect du patrimoine dans ce site classé !), faciliter le stationnement des voitures particulières dans Paris (en baissant drastiquement le coût du stationnement), interdire aux policiers municipaux de verbaliser les terrasses chauffées (interdites par la loi) des cafés et restaurants...

Son programme pour la capitale (qui, selon elle, "devrait être la locomotive du pays" et "est devenue un boulet financier") se distingue surtout par ses promesses budgétaires intenables. Elle affirme cependant pouvoir trouver de l'argent, par exemple en "supprimant les subventions aux associations politisées et militantes", en "privatisant la propreté de Paris", et en "arrêtant la construction de logements sociaux" ! C'est sûr, Paris manque de riches...

Son obsession sécuritaire lui a inspiré sa dernière idée géniale : connecter les lampadaires urbains à une intelligence artificielle sensible au bruit et au mouvement pour lutter contre les violences faites aux femmes dans la rue... Si elle est élue, le flicage des citoyen·ne·s a de beaux jours devant lui ! Cette suggestion ignore d'ailleurs que le violeur surgi de nulle part dans la nuit est une exception, que les agresseurs sont majoritairement des connaissances de leur victime, et que celle-ci est plutôt tétanisée que prête à attirer l'attention d'un robot "vidéosurveillant" en criant et en gesticulant.

Bref, il ne nous reste que son sourire ravageur pour nous empêcher de broyer du noir...

Une consolation tout de même : si on s'intéresse aux sondages pour l'élection municipale, on constate que Sarah Knafo est bien partie pour accéder au second tour des municipales parisiennes (voir [ici](#) le nouveau mode de scrutin), et donc diviser l'électorat de droite en siphonnant une partie des voix de Rachida Dati dans les "quartiers bourgeois" de l'Ouest ; elle laisserait ainsi plus de chances à Emmanuel Grégoire (P.S.) ou à Sophia Chikirou (LFI) de s'imposer (au cas où ces dernier·e·s trouveraient un terrain d'entente...). Ah, si seulement Sarah Knafo contribuait ainsi à empêcher la Droite d'accéder au pouvoir dans la capitale !



La Lettre

n° 38

février 2026

"Cessez le feu" en Palestine ?

En Palestine,

le vrai faux « cessez-le feu » s'installe

la vraie fausse annexion de la Cisjordanie se poursuit

le vrai blocus de Gaza n'est pas levé

le vrai projet néocolonial avance

et le génocide continue

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu en octobre 2025, « le feu » n'a nullement « cessé », avec près de 600 nouvelles victimes civiles, palestiniennes « évidemment » : des femmes, des enfants, des vieillards. Mais les Gazaouis continuent de mourir aussi des conséquences de la famine ou du manque de soins et de traitements. Certains jeunes enfants sont même morts de froid dans des abris de fortune trop peu protecteurs dans cette période hivernale.

Pour les habitants de Gaza, c'est la poursuite d'une guerre qui n'a jamais cessé. Israël se moque du cessez-le-feu qu'aucun pouvoir, aucune instance internationale, n'oblige à respecter.

Une nouvelle « ligne », « jaune » celle-ci, décrétée par l'État sioniste, divise en deux le minuscule territoire : 160 km² réservé aux plus de 2 millions de Gazaouis, 200 km² restant sous contrôle israélien. L'immense majorité des habitants vit dans des conditions indignes : ruines d'habitations ou tentes inadaptées à la pluie et au froid hivernal.

En violation flagrante du droit international, Israël continue de restreindre l'arrivée de matériaux, de l'aide humanitaire, et a interdit à l'UNRWA de poursuivre sa mission. Netanyahu veut aussi expulser 37 O.N.G. comme *Médecins sans Frontières* ou *Handicap International*. Les prétextes sont toujours les mêmes : des liens supposés avec des terroristes, sans aucune

preuve. En fait, par l'utilisation systémique de la violence, Israël cherche à pousser au départ « volontaire » les Gazaouis, Netanyahu n'ayant pas renoncé à son projet de déportation.

Par contre, celles et ceux qui voudraient sortir par le poste-frontière avec l'Égypte parce que blessés ou malades ne le peuvent quasiment pas ! Son « ouverture » annoncée a tout d'une vraie-fausse nouvelle chez ces champions de l'infox que sont les dirigeants sionistes, étatsuniens et leurs complices arabes et européens.

Trump vient de lancer en effet un « Conseil de la Paix », dont la mission principale serait la reconstruction de Gaza. Ce « Conseil » est en fait une tentative de mise à l'écart des instances de l'ONU, au profit d'un plan impérialiste et colonial sous sa direction.

Les Palestiniens de Gaza qui payent décidément bien cher d'avoir voté majoritairement pour le Hamas voilà... 20 ans ne demandent pourtant, seulement, que cessent les humiliations et massacres permanents. Le respect de leur humanité passe par :

- le cessez-le-feu absolu et définitif
- le retrait intégral des Forces d'occupation israéliennes de la totalité de leur territoire
- l'aide humanitaire sans aucune restriction
- la fin définitive du blocus
- la reconnaissance effective de leur droit à l'autodétermination.

QUE LE DROIT INTERNATIONAL LEUR SOIT ENFIN APPLIQUÉ !



L'immigration vue par l'INSEE

Ce qui se passe aux États-Unis en matière d'immigration nous choque de ce côté de l'Atlantique. Les meurtres récents de Renee Good et d'Alex Pretti par des membres de la milice ICE, la grande brutalité des arrestations de personnes migrantes, nous renvoient l'image d'un pouvoir hors-la-loi, où tous les coups sont permis contre les exilé·e·s. Et que l'on commence à caractériser de fasciste.

Qu'en est-il en France ?

Dans une tribune récente, des associations et des syndicats dénoncent les deux textes établis par les anciens ministres de l'Intérieur, loi immigration Darmanin de 2024 et circulaire Retailleau de janvier 2025, révélant l'obsession d'une vision « anxiogène et stigmatisante des migrant·e·s ». « Sous le couvert d'une prétendue « fermeté » [...] s'est en réalité déployée une véritable entreprise de déshumanisation des personnes étrangères, présentées comme "indésirables et dangereuses" pour légitimer des mesures de plus en plus répressives.

L'objectif de ces textes [...] : centrer les politiques migratoires sur l'obsession de l'enfermement, des expulsions à tout prix, instaurer une véritable « fabrique de sans-papiers », en jouant une nouvelle fois sur les peurs [...]. Nous en constatons aujourd'hui les conséquences funestes sur la vie des personnes étrangères. »

La loi Darmanin est fondée sur la notion de « menace à l'ordre public » qui n'a aucune définition légale : il faut contrôler, contraindre et expulser. La construction de 17 nouveaux Centres de Rétention Administrative (CRA) — où sont enfermées jusqu'à 6 mois, dans des conditions indignes, des personnes n'ayant commis aucun délit, juste dépourvues de titre de séjour — témoignent de cette politique.

C'est ce motif qui a permis d'expulser, depuis 2 ans, de nombreuses personnes dont la vie est en France, qui y résident depuis longtemps, y ont construit une famille, ou ont de graves

problèmes de santé. Cette politique décomplexée de bannissement laisse prévoir à l'avenir des centaines d'expulsions à l'échelle nationale.

La France délivre plus de 120 000 OQTF* par an, un record en Europe, sans considération pour la réalité de la situation ni respect des droits fondamentaux des personnes.

La procédure de régularisation des travailleur·se·s sans papier relève de la gageure : justification de trois ans minimum de présence et de douze mois d'activité dans un métier dit « en tension », alors que sans papiers, on n'a pas le droit de travailler... Toute personne qui ne relève pas de ce critère est expulsable, et c'est le Préfet qui décide.

La machine à fabriquer des « illégaux » bat son plein en préfecture : démarches dématérialisées, prise de rendez-vous obligatoire avec des délais très longs, qui transforment des travailleurs légaux en chômeurs, car leurs employeurs ne peuvent plus les garder, ou des personnes résidentes en situation régulière en « illég·aux·ales » ou « clandestin·e·s »... Tout un petit personnel de préfecture se retrouve au service d'une politique d'humiliation et de déshumanisation, histoire que celles et ceux qui veulent poursuivre leur vie en France ou s'y reconstruire sentent bien qu'ils ne sont pas chez eux* !

Dans le même temps, les obligations de la France vis-à-vis des réfugié·e·s et des mineur·e·s non accompagnés ne sont pas remplies (manque de places d'hébergement, etc.).

Les termes du débat

Pour la droite et l'extrême droite qui votent ces lois, c'est clair, une seule politique à l'affiche : expulsions ! Arno Klasfeld a même déclaré : « Si on veut se débarrasser des OQTF, il faut organiser [...] des sortes de grandes rafles » ! Tiens tiens... une « ICE » à la française, pourquoi pas ? Et hop ! Voilà un nouveau ballon d'essai de l'extrême droite pour faire avancer ses idées : cela n'a pas suscité beaucoup d'indignation...

Au-delà de ces propos, il y a de quoi être inquiet : aux USA, les expulsions ont commencé bien avant Trump (création de l'ICE après le 11 septembre 2001, « face à la menace terroriste »). Qu'en sera-t-il en France, où tout l'arsenal législatif est prêt, si le RN arrive au pouvoir ?

Mais une autre petite musique se fait entendre dans les débats, même dans des médias comme France Info.

- d'abord, les chiffres de l'immigration 2025* sont tombés le 26 janvier : la France a délivré 11 % de premiers titres de séjour de plus qu'en 2024, délivrés essentiellement aux étudiant·es, et à titre humanitaire (+ 65 %). Mais les titres pour motif économique ont reculé de 13 % et le nombre de régularisations a baissé de 10 % en raison de la circulaire Retailleau.

- dans le même temps, le gouvernement espagnol de gauche s'apprête à régulariser environ 500 000 sans papiers, et le gouvernement d'extrême droite de Meloni en Italie envisage une deuxième vague de régularisation de 500 000 sans papiers. Ces deux pays veulent ainsi soutenir leur croissance économique.

- la population étrangère en France occupe de nombreux emplois pénibles, peu payés et mal considérés, mais ô combien « indispensables » : bâtiment, restauration, aide à domicile, agriculture... et cette main d'oeuvre plutôt « docile » car à la merci de la délivrance d'un titre de séjour est précieuse dans certaines branches de l'économie.

Cette vision économique de l'immigration rebat les cartes du débat. D'autant que le solde naturel en France est négatif en 2025 pour la 1ère fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale !

La tribune citée plus haut rappelle que « la mobilité est une réalité historique, humaine, incontournable, quels que soient les murs, les lois, ou les discours ».

* À Quetigny, par ex. un monsieur largement retraité qui a travaillé de longues années et élevé ses enfants nés en France, attendait toujours, en décembre 2025, le renouvellement de son titre de séjour demandé depuis le printemps 2025. Ce titre avait été renouvelé pour sa femme, mais pas pour lui. Il n'a donc pas pu aller en visite dans sa famille comme prévu à l'été 2025... sans aucune raison à cet empêchement de circuler.

* Lexique

OQTF : Obligation de Quitter le Territoire Français

émigré·e : personne qui quitte son pays. 3 millions de français vivent à l'étranger.

immigré·e : personne née dans un autre pays. Cette personne peut avoir acquis la nationalité française.

étrang·er·ère : personne née dans un autre pays et qui n'a pas la nationalité française

* Les chiffres : en 2025

- Les éloignements (expulsions) ont augmenté de 15,7 % avec 24 985 étrangers renvoyés. Les expulsions forcées ont progressé de 21 % à 15 569. Du côté de l'asile, une baisse de 3,7 % a été enregistrée en 2025, "orientées à la baisse pour la deuxième année consécutive".
- - 6,8% d'acquisitions de la nationalité française dans le sillage d'une circulaire de mai durcissant les conditions d'octroi.

Pour aller plus loin :

Dans *Politis* :

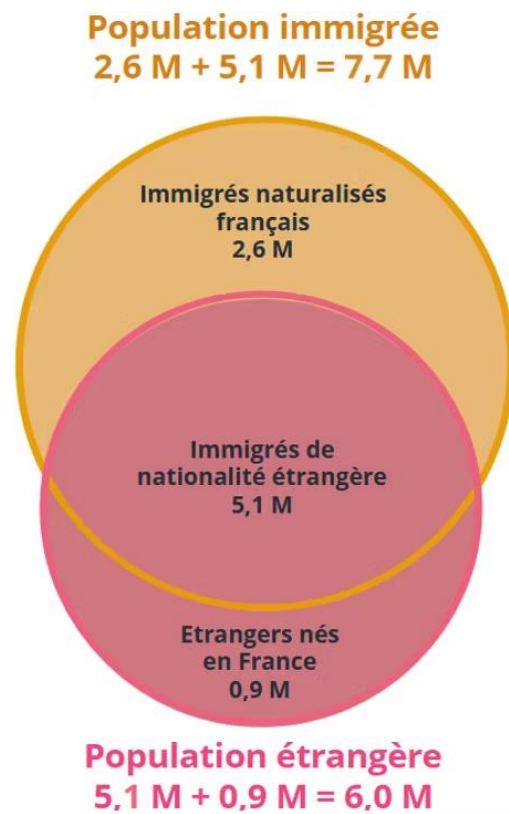
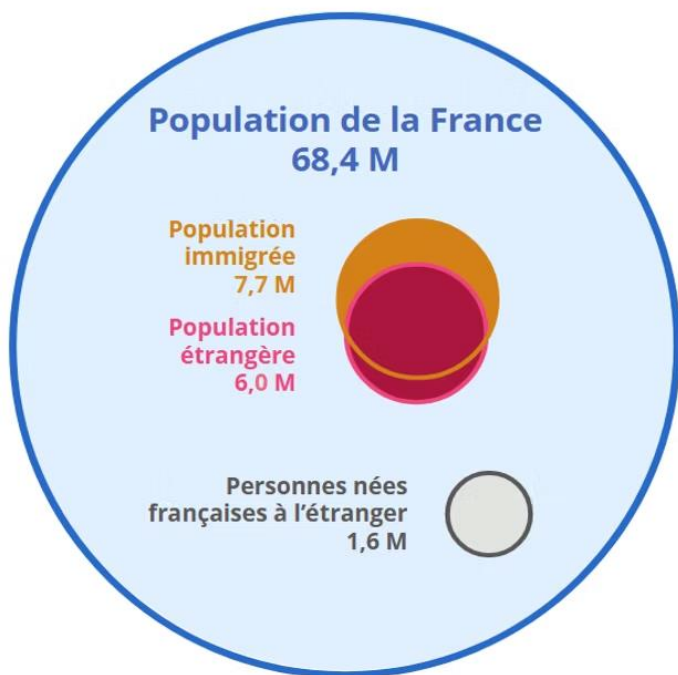
[Dossier : Racisme d'État : l'expulsion au mépris des vies](#)

<https://www.politis.fr/articles/2026/01/comment-la-france-legitime-lexpulsion-des-sans-papiers-quelle-fabrique>

<https://www.paroissedeplaisir.fr/les-migrants-lettre-124-aux-cecles-de-silence-fevrier-2026>

<https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Etudes-et-statistiques/Les-chiffres-de-l-immigration-en-France>

Vous pouvez consulter [ici](#) la tribune publiée par *Le Monde*.



source : INSEE - décomposition de la population vivant en France selon le lieu de naissance et la nationalité en 2024



La Lettre

n° 38

février 2026

Des J.O. d'hiver en 2030... Est-ce bien raisonnable ?

On peut comprendre l'enthousiasme et l'engouement que suscitent les J.O., décuplés par la gigantesque machine médiatique, mais, comme l'a écrit Monique Pinçon-Charlot, « le projet d'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques dans les Alpes Françaises en 2030 constitue un véritable bijou oligarchique ». En effet, dès l'été 2023, Emmanuel Macron, avec l'accord de Laurent Wauquiez (président de la région Auvergne-Rhône-Alpes) et de Renaud Muselier (président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur) lance ce projet délirant. Dès lors, tout va s'enclencher, en dehors de tout débat démocratique, entraînant de graves atteintes à l'environnement et à la biodiversité, de sérieuses entraves aux libertés démocratiques, et une gabegie financière inutile et néfaste.

On nous vend des jeux « durables et écologiquement responsables », où « 95 % des infrastructures sont déjà existantes », « le moins cher possible, sans augmenter les impôts, car les Jeux paieront les Jeux »...

La démocratie et les libertés sont bafouées

La France n'a pas respecté la Convention d'Aarhus, ratifiée en 1998, puis transcrite dans notre droit, à travers la Charte de l'environnement. Cette convention stipule qu'il est nécessaire de mettre en place une consultation et des mesures de participation du public dès lors qu'un projet a des répercussions sur l'environnement.

Le 5 février 2026, le Parlement a voté (avec les voix du P.S.), pour satisfaire les exigences du C.I.O., la "loi olympique" qui permet des dérogations temporaires au droit commun en matière d'urbanisme, de logement, de santé, de travail, mais aussi de droit fiscal (défiscalisation) et de sécurité (vidéosurveillance algorithmique, autorisation aux agents de sécurité privés

d'inspecter visuellement l'intérieur des voitures, 20 hectares artificialisés décomptés nationalement et pas localement...).

L'environnement est négligé

Aucune étude n'a été faite sur les conséquences environnementales des J.O.P., mais on peut déjà soupçonner que l'utilisation de la neige artificielle (avec les grandes quantités d'eau qu'elle requiert) sera obligatoire, compte tenu du risque de faible enneigement ; cela pose le problème de la gestion de l'eau, tournée vers le ski au détriment des usagers et des rivières. Les infrastructures de transport seront orientées vers la route, alors que le train fonctionne très mal dans ces vallées et mériterait d'être très amélioré pour les populations locales, surtout en P.A.C.A. Oublié, le chaos climatique, particulièrement marqué dans les Alpes : pluies et inondations provoquent éboulements, routes coupées, campings évacués, maisons et ponts emportés, et tout cela entraîne des coûts énormes pour les collectivités qui attendent toujours des aides de l'État. Pourtant, il y a de l'argent public pour les J.O.P. !

Le financement est gravement sous-estimé.

Une enveloppe globale pour le COJOP (Comité d'Organisation pour les Jeux Olympiques et Paralympiques) est déjà passée de 1,5 milliard d'euros à 2,132 milliards. Les jeux doivent être financés par des fonds privés, mais jamais dans l'histoire cette promesse n'a été respectée. D'autre part, de nombreuses dépenses d'infrastructures, la gestion de la sécurité, celle des transports seront financées par l'État et les collectivités. 95 % des infrastructures existantes seront réutilisées, certes, mais la piste de bobsleigh de La Plagne, par exemple, demandera 30 millions d'euros de mise aux normes et son exploitation reste déficitaire. Il faudra construire une nouvelle patinoire à Nice, mais envoyer quand même les épreuves de vitesse à l'étranger (Italie ou Pays-Bas). Bref, l'Inspection Générale des Finances évalue entre 850 à 900 millions d'euros le déficit du budget du COJOP. Rappelons que l'État a signé les garanties financières exigées par le CIO, qui font qu'en cas de déficit les contribuables le prendront en charge.

Une gouvernance houleuse

Martin Fourcade s'était porté candidat pour la présidence du COJOP, mais il a renoncé en février 2025, en raison de désaccords trop nombreux avec les régions Auvergne-Rhône-Alpes et PACA sur le mode de gouvernance, la vision ou l'ancrage territorial. Récemment, trois directeur·ice·s ont démissionné : la directrice des opérations du COJOP, le directeur de la communication, et le président du comité des rémunérations. Ce dernier dénonce « une dérive importante » dans le fonctionnement du Comité d'Organisation des JO 2030, et tacle la gouvernance du président Edgar Grospron.

À l'heure où l'urgence écologique demanderait que les fonds de l'État et des collectivités locales aillent à la lutte contre le dérèglement climatique et à l'aide à l'adaptation des territoires de montagne pour sortir du tout-ski et du surtourisme, et où, de toute façon, de nombreuses stations de ski de moyenne altitude sont condamnées à disparaître faute de neige, il est aberrant que tant de moyens financiers, qu'on évalue mal, soient attribués à un projet en contradiction avec nos engagements internationaux (accords de Paris...), nationaux (loi ZAN...) et régionaux (loi PACTE, contrats de massif...).

NO J.O. !



La Lettre

n° 38

février 2026

Juive et militante pour la Palestine

Je m'exprime ici en tant qu'adhérente à l'Union juive française pour la paix (UJFP), en essayant de répondre à la question si fréquemment posée : « Comment des Juifs dont les familles ont souvent connu la pire des souffrances dans les camps de la mort nazis peuvent-ils être devenus capables de perpétrer un génocide ? »

Tentons une réponse rapide. La faute en revient au sionisme car avec le sionisme (mouvement politique né à la fin du 19ème siècle, visant à l'établissement puis à la consolidation d'un État juif en Palestine), des Juifs ont changé de statut : en édifiant leur État sur le territoire d'un autre peuple, ils sont passés dans le camp des conquérants, des dominants.

Pendant des siècles, ils avaient appartenu au monde des minorités opprimées. Au 19ème siècle, la majorité d'entre eux vivait dans l'Empire tsariste (en Pologne, Ukraine, Roumanie, Hongrie, pays baltes...), où ils étaient soumis à la misère, aux discriminations et aux pogroms, si bien que nombre d'entre eux luttait pour la justice sociale. C'est parce qu'ils connaissaient la discrimination, le rejet, que les intellectuels juifs alimentèrent la pensée critique du monde occidental. Et comme beaucoup de juifs avaient adhéré au socialisme, ce fut en tant que « judéo-bolcheviques » que les Russes blancs en assassinèrent 40 000 après la révolution d'Octobre. Ce fut en tant que « judéo-bolcheviques » que plus tard les nazis assassinèrent par millions les membres de cette « race » dite inférieure.

Le sionisme n'avait pas beaucoup de succès jusqu'à ce que, lors de l'avènement du nazisme, les portes des U.S.A comme de la Grande-Bretagne leur étant fermées, des flots de Juifs rejoignirent la Palestine... C'étaient des réfugiés. Mais dès qu'ils mettaient le pied en Palestine, et le plus souvent sans le savoir, disons même : innocemment, les réfugiés allaient devenir, aux yeux de la population palestinienne, des envahisseurs. Et durant la guerre de 1948, des expulseurs.

Israël allait forger un Juif nouveau : musclé, armé, volontiers arrogant. Et en complicité avec cet État, une partie du monde juif a peu à peu muté.

C'est un problème qui nous touche, nous, Juifs antisionistes, parce que nous ne supportons pas que les sionistes se servent de la tragédie vécue sous le nazisme pour justifier leurs crimes. Nous nous disons avec horreur : jamais nos parents morts en camp n'auraient désiré devenir la caution de criminels... C'est comme si on les assassinait une deuxième fois.

Sous l'emprise de leaders sionistes qui eux, avaient leur projet de grand remplacement de la population palestinienne autochtone, l'Israélien a évolué, influencé par une propagande intense qui lui serinait : « Ce territoire est à nous depuis toujours ». « Israël est notre refuge car nous avons été partout menacés ».

Au début du 20ème siècle, le monde arabe était en pleines luttes de décolonisation, si bien que fatalement, dès 1948, après avoir expulsé les deux tiers de la population palestinienne, Israël allait se heurter à une résistance (que de guerres contre les Arabes ! 1948, 1956, 1967, 1973, 1982, intifadas, 2006, massacres à Gaza : 2009, 2012, 2014, 2021, et... l'après 7 octobre). Or chaque guerre délivre son lot de propagande, de peur et de haine, de quoi asservir les esprits. Encore. Et encore. Et encore. Ce fut une dérive. En 1982, lors du terrible massacre de Sabra et Chatila, 400 000 Israéliens ont protesté contre le général Sharon. Ce serait impensable de nos jours : de victoire en victoire, de guerre en guerre, on devient plus raciste, plus violent et dans les territoires illégalement occupés, chaque jeune de 18 ans mobilisé a appris à humilier, à détruire, à tuer, et après le 7 octobre, c'est allé très loin, jusqu'au génocide.

Si Israël avait été sanctionné lors de ses très nombreux manquements au droit international, sans doute n'aurait-il pas franchi toutes les limites. Mais dès sa création, ses puissants parrains occidentaux lui ont tout autorisé : expulser une population, lui interdire le droit de retour, occuper, coloniser, pratiquer l'apartheid. Or les Occidentaux se sont alliés à lui militairement, diplomatiquement, etc.

Cette complicité aura amené les Israéliens, accueillis dans le camp des dominants, à plonger dans l'abîme.

Fini le paria d'autrefois. Fini le juif de gauche, sensible aux droits de l'homme, universaliste, antiraciste. Bonjour le colon, jusqu'aux crimes contre l'humanité.

L'écrivain américain El Akkad, s'adressant aujourd'hui aux Israéliens : « Sachez qu'une chose terrible vous arrive en ce moment. On vous force à tuer une part de vous qui autrement crierait pour s'opposer à l'injustice. (...) Battez-vous contre le vol de votre âme ».

Respect aux Juifs israéliens, hélas peu nombreux, qui se battent contre le vol de leur âme.

Évelyne Reberg, petite-fille de déportés, dont la famille vit en Israël.



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 38

février 2026

On aimerait tellement ne plus vous parler de Trump !

Nous lui avons consacré un article il y a dix mois, mais il nous faut revenir sur le sujet : la **politique agressive, inconséquente et mortifère** du président des États-Unis a franchi de nouveaux seuils, menaçant plus que jamais la démocratie américaine et la paix mondiale. Cet article est bien long... mais le sujet est, hélas, inépuisable !

La politique intérieure trumpienne, mal connue en Europe mais théâtralisée par la diffusion sur toute la planète de l'apposition (devant les caméras) d'une signature boursouflée au bas de ses décrets, a confirmé les **abus de pouvoir** du président : gel des embauches dans l'administration fédérale, licenciements massifs — pour raisons politiques — de fonctionnaires ; recrutement de collaborateurs aussi incompetents que serviles ; attaques contre les universités et la recherche (particulièrement en sciences humaines) ; nomination de lobbyistes du pétrole, du gaz et de la chimie à l'Agence de Protection de l'Environnement pour annuler les réglementations climatiques et les contrôles de pollution... Trump a accablé les personnes transgenres de mesures discriminatoires. Sa brouille avec Elon Musk, écarté du "Département de l'Efficacité gouvernementale", n'a pas empêché l'homme le plus riche du monde de prospérer plus que jamais sous son mandat.

Les États-Uniens "ordinaires" sont-ils aussi prospères ? Non ! Les **inégalités** s'accroissent. Le "One Big Beautiful Bill Act" (🤔) prévoit la réduction de multiples dépenses sociales, comme le SNAP (Supplemental Nutrition Assistance Program) et le Medicaid (assurance sociale, désormais soumise à conditions, par exemple à l'obligation de travailler), ce qui privera de ces droits 6 à 8 millions d'Américain·e·s. Trump a mis fin aux projets "diversité, équité et inclusion" du gouvernement fédéral (licenciant les employés chargés de cette mission) et à l'obligation de non-discrimination aux entreprises sous contrat. Il a décidé une augmentation

de 150 milliards de dollars des dépenses militaires et une baisse des impôts pour les plus riches, qui devraient accroître la dette fédérale de 3 400 milliards de dollars sur dix ans. Il a abrogé un décret qui prohibait la discrimination au sein des entreprises sous contrat fédéral.

Les exactions commises fin janvier par des agents fédéraux à **Minneapolis** (meurtres injustifiables commis par l'ICE, toute-puissante police — masquée — de l'immigration et des douanes, de deux citoyen·ne·s "ordinaires", Renee Good puis Alex Pretti) ont failli, fin janvier, mettre le feu au pays. Doit-on en être surpris, sachant que, dans un discours électoral du 9 septembre 2024, Trump souhaitait ni plus ni moins qu'autoriser une journée de violences policières ? : il affirmait : « une bonne journée de violence, de la vraie violence, bien comme il faut » pourrait permettre de mettre fin à la criminalité « immédiatement » ! Des habitants jusqu'alors sans histoire se sont organisés contre les exactions de l'ICE et ont dénoncé les provocations criminelles de cette milice présidentielle. Après avoir encouragé sa ministre de la Sécurité intérieure à mentir sur ces événements, Trump a dû reculer et s'engager à mener une enquête "honorable et honnête" sur les faits. Tiendra-t-il parole ?

Il y a quelques jours, lors du "mois des personnes de couleur", le compte *Truth Social* du président a publié une incroyable **vidéo raciste** représentant Barack et Michelle Obama en singes (sensée critiquer une prétendue fraude électorale). Face à une levée de boucliers — y compris dans son propre camp —, il a fini par la condamner, niant contre toute évidence son implication (il a "chargé" un membre de son équipe et affirmé qu'il n'avait pas visionné la vidéo jusqu'au bout), et sans présenter la moindre excuse.

Il tente de mettre au pas, avec les multimilliardaires qui le soutiennent, la **liberté de la presse** : la dernière victime, le prestigieux *Washington Post* (qui s'était illustré en 1974 lors du scandale du Watergate), a subi une hémorragie d'abonnés lorsque son patron Jeff Bezos (dont les entreprises ont d'importants contrats avec l'État fédéral, concernant par exemple le stockage de données ou l'espace) a empêché la Rédaction de soutenir Kamala Harris, puis célébré la victoire de Trump et financé le documentaire *Melania* dédié à la Première Dame, avant de licencier près de 40 % de ses journalistes, dont l'essentiel de ses correspondants à l'étranger !

En matière d'**immigration**, le président a repris les travaux du "mur" avec le Mexique, imposé une application mobile très restrictive à l'entrée de nouveaux migrants, et mis fin à un programme autorisant une immigration humanitaire conditionnelle ; il utilise l'armée pour expulser sommairement les migrants qui traversent illégalement la frontière, en particulier une bonne partie des réfugiés ; sa tentative — anticonstitutionnelle — de supprimer le droit du sol par décret est pour l'instant bloquée par une juge du Maryland... mais pour combien de temps ?

En politique internationale, Trump s'engage tout simplement sur une pente dangereuse qui peut conduire le monde au désastre !

Il a retiré les U.S.A. de l'**accord de Paris** sur le climat, fragilisant considérablement ce traité et invitant les autres pays à faire de même, au grand dam de la Planète.

Il a tout fait pour décrédibiliser l'O.N.U. (où les États-Unis sont pourtant très puissants, mais apparemment gênés par une relative démocratie interne) et il a mis sur orbite, pour réduire

encore l'influence chancelante du Conseil de Sécurité, un grotesque "**Conseil de la Paix**" (ticket d'entrée : un milliard de dollars !) où Donald Trump, président autoproclamé, est le seul à pouvoir inviter d'autres chefs d'État ou de gouvernement à l'intégrer (les "fayots" s'y bousculent), ou d'ailleurs en exclure un membre s'il le souhaite... Ridicule ou effrayant ?

Après avoir apporté un soutien sans réserve à Netanyahou dans son impitoyable génocide des Palestiniens, il a envisagé (sérieusement ? ou pour amuser la galerie, comme si c'était drôle ?) d'annexer la **bande de Gaza** et d'y créer une nouvelle "Riviera", sans prendre en compte une seconde les souffrances du peuple palestinien.

Dès décembre 2024, il avait dénoncé les tarifs « excessifs » imposés par le **Panama** aux navires américains empruntant le Canal ; le 2 février 2025, "le Donald" a envoyé son secrétaire d'État Marco Rubio pour exhorter sans succès le président panaméen à y réduire l'« influence chinoise » ; on peut évidemment craindre une intervention "musclée" d'un moment à l'autre...

Trump a maintes fois manifesté son désir d'annexer le **Canada** (en tant que "51ème État"). Les responsables canadiens ont alors menacé les États-Unis de mesures de rétorsion tarifaire et de l'arrêt de leur approvisionnement en énergie canadienne. La communauté internationale a considéré ce projet de doublement de la surface du territoire national trop disproportionné pour être crédible... mais quelques provinces canadiennes du Nord-Ouest ne seraient pas contre... Sait-on jamais ?

La politique du président américain à l'égard de l'**Ukraine** est fluctuante : tantôt il donne l'impression de vouloir la "lâcher" complètement en laissant Poutine en faire ce qu'il veut, tantôt il maintient la transmission de renseignements militaires vitaux à Kiev, tantôt il cherche à lui faire payer son soutien en mettant la main sur ses minerais stratégiques (dont les terres rares, mais également le pétrole et le gaz), ainsi que l'organisation de la future reconstruction des zones dévastées. Aucune prise en considération, en tout cas, des souffrances du peuple ukrainien ! L'Europe comprend de mieux en mieux (surtout dans ses franges orientales) qu'elle ne peut plus compter sur le bouclier américain...

Le mois dernier est venue l'heure du **Groenland**, possession danoise, où les U.S.A. disposent pourtant déjà d'une base militaire, et sur lequel le président américain a depuis longtemps exprimé des revendications, qu'il croit "justifier" par les nouvelles voies maritimes de la mer de Barents et de l'Atlantique nord... et par de potentielles réserves d'hydrocarbures. Après avoir menacé (« nous nous occuperons du Groenland dans environ deux mois »), il a mis en veilleuse ses menaces devant la réaction ferme de ses alliés européens, dont Macron (qu'il a lourdement tenté de tourner en ridicule au forum de Davos) et les réticences de l'opinion publique étatsunienne.

Trump se rengorge du "formidable succès" de l'intervention du 3 janvier au **Venezuela**, où, après un an d'entraînement, ses troupes d'élite se sont rendues maîtres du président Maduro, au prix de la mort d'environ 80 Vénézuéliens et 30 Cubains chargés de sa protection. Comme dans beaucoup de pays où des citoyen·ne·s s'engagent contre l'impérialisme U.S., nous sommes allé·e·s manifester à Dijon contre cette agression inacceptable et cette pratique néo-coloniale... Rassuré sur l'accès des U.S.A. au pétrole, Trump s'est, depuis, abstenu de changer le régime et a laissé en place la vice-présidente.

Cuba est aujourd'hui dans le collimateur du chef de l'État américain, ce qui réveille de tristes et vieux souvenirs. Après des décennies de blocus, Obama avait engagé une politique de confiance réciproque avec ce peuple symbole de la résistance anti-yankee ; l'île n'est-elle pas à nouveau, par les privations en pétrole et autres produits essentiels imposées par les U.S.A, "soumise, en exécution d'un plan concerté, à des conditions d'existence de nature à entraîner sa destruction totale ou partielle" ? C'est, en droit international, une des définitions du crime contre l'Humanité ! Ce fier pays, qui est parvenu pendant près de 70 ans à maintenir son indépendance en Amérique est clairement menacé — surtout après la mise au pas de son allié de Caracas et l'embargo pétrolier — d'une prochaine intervention militaire...

Dans l'Océan Indien et le Golfe Persique, l'armada considérable que Trump a récemment envoyée est-elle seulement destinée à intimider l'**Iran** ? ou à entrer dans un conflit ouvert pour l'empêcher d'acquérir l'arme nucléaire, ce qu'il avait déjà voulu faire par ses frappes au début de l'été dernier sur deux sites... présentés alors comme "complètement détruits" ? Nous le saurons bientôt. En tout cas, il a atteint le comble de l'ignominie en encourageant, le 13 janvier, les manifestants iraniens à poursuivre leur mouvement et à renverser leurs institutions, osant leur promettre : « l'aide est en route », les exposant ainsi à la très prévisible répression sanglante qui a suivi... et dont le bilan, difficile à évaluer, pourrait atteindre 30 000 morts !

Tout cela peut-il durer ? Il y a, dans la démarche trumpienne, beaucoup d'éléments totalement nouveaux dans l'histoire américaine. On a parlé, pour qualifier sa politique étrangère, de "retour à la doctrine Monroe" ; à tort, car celle-ci, au début du XIX^{ème} siècle, était une stratégie fondamentalement anticoloniale. Au contraire, Trump, qui méprise la vieille Europe, voudrait aujourd'hui (à supposer qu'il ait une vision stratégique globale) mettre au pas tous les pays du monde et les détourner de l'influence croissante de la Chine, perçue comme une menace existentielle. D'où une exacerbation — voire un déclenchement — de **crises internationales**, où il joue chaque fois un rôle actif et subversif. Pourtant, si on en croit un sondage YouGov de février 2025, seulement 4 % des États-Uniens soutiennent l'expansion américaine si elle nécessite une intervention militaire, 33 % l'expansion sans recours à la force militaire ou économique, et 48 % s'y opposent totalement.

Il y a encore quelques semaines, on ne pouvait qu'être pessimiste sur les entraves que pourrait apporter l'**opposition démocrate**, "sonnée" et divisée, à cette politique probablement désastreuse pour les États-Unis, et peut-être pour la paix mondiale.

Mais le monde des arts et du spectacle commence à faire entendre sa voix : Bruce Springsteen, Bad Bunny et Billie Eilish s'opposent maintenant ouvertement à l'ICE devant les caméras.

Les élections, à New York en novembre 2025, de Zohran Mamdani à la mairie et, pour la 4^{ème} fois, de la jeune Représentante Alexandria Ocasio-Cortez (A.O.C.), membres des "Socialistes Démocrates d'Amérique", ont ravivé l'espoir des amis de la démocratie américaine, et la plupart des scrutins locaux sont favorables au "parti de l'âne" (Démocrates).

Des personnalités de l'opposition comme Gavin Newsom, gouverneur de Californie (que Trump avait accusé d'être responsable des incendies de l'été dernier dans son état) parviennent à contrer la propagande trumpienne.

Même quelques membres du "parti de l'éléphant" (les Républicains), qui se revendiquent "Never Trumpers" (comme Liz Cheney, fille de l'ancien vice-président Dick Cheney), s'indignent des frasques de leur chef de file...

Peut-être les derniers épisodes de l'incroyable saga Trump vont-ils enfin fragiliser la situation du président...

Il a hésité sur l'Iran, il a reculé sur le Groenland, il s'est totalement déconsidéré lors des exactions de sa milice à Minneapolis. Fait majeur, l'inflation gagne partout du terrain ; les loyers s'envolent (surtout dans les états républicains du Nord-Ouest) alors que les impôts baissent pour les plus aisés. Le "rêve américain" semble menacé. Plus prosaïquement, les révélations du tentaculaire dossier Epstein pourraient fort bien compromettre "le Donald", très souvent cité dans les textes "épluchés" par une presse souvent courageuse. Les sondages montrent une déception significative de l'opinion depuis sa deuxième élection (selon la dernière enquête du *New York Times*, 55 % des Américains désapprouvent le président, 41 % l'approuvent).

Alors que beaucoup de Républicains font de la surenchère sur l'immigration (pas tous, ce qui introduit dans le "Grand Old Party" des ferments de division), les Démocrates semblent reprendre confiance en constatant l'inconséquence et l'impopularité croissante du président (Clinton, par exemple, le critique ouvertement, acte rarissime de la part d'un ancien locataire de la Maison Blanche)... mais cette opposition est encore bien désunie !

Les élections de mi-mandat (qui renouvelleront toute la Chambre des représentants et un tiers du Sénat) auront lieu en novembre, et on peut redouter d'ici là de nouvelles inconséquences dans le comportement d'un chef d'État qui se révèle de plus en plus instable. Trump veut s'en prendre à la composition des listes électorales (il souhaite y modifier les critères d'inscription en faveur des populations les plus stables) ou au découpage des circonscriptions (ce qui relève normalement de la législation des états), voire de déployer des agents de l'ICE dans les bureaux de vote... Menaces de coup d'État ? Fanfaronnades ? Signes de faiblesse ?

Quoi qu'il en soit, un éventuel remplacement de Trump par le vice-président J. D. Vance, idéologue réactionnaire, xénophobe et (trop) beau parleur, ne serait pas une bonne nouvelle...

Les États-Unis sont-ils menacés par l'autocratie ? L'Amérique qu'on aime, espérons-le, n'a pas dit son dernier mot !



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 38

février 2026

Ukraine : tenir !

Pendant que les négociations de paix, toujours qualifiées de « constructives », piétinent à Abou Dhabi, capitale des Émirats Arabes Unis, le boucher du Kremlin intensifie ses frappes sur les grandes villes d'Ukraine. Par $- 20^{\circ}$ la nuit, la population souffre durement, des écoles sont fermées, des hôpitaux sont détruits. Plus que jamais, les Ukrainiens méritent notre soutien en luttant pour leur liberté, et aussi, quelque part, la nôtre...

Des négociations qui n'en finissent pas. Voilà 13 mois que Zorro-Trump est au pouvoir et essaie, en vain, non pas de tordre le bras à Poutine pour qu'il arrête sa guerre d'invasion et de destruction, mais de faire plier le peuple ukrainien qui résiste toujours après quatre années de guerre. Ce conflit, le plus meurtrier depuis la seconde guerre mondiale sur le territoire européen, perçu au début comme un affrontement par procuration entre deux blocs — l'Occident, la Russie —, se révèle être de plus en plus une alliance de deux grands (USA et Russie) contre le peuple ukrainien et, indirectement, l'Europe.

La guerre de l'hiver

2025 : la pire année pour les Ukrainiens. Pas seulement par le nombre de morts — civils ou militaires —, mais par les destructions d'infrastructures civiles : énergétiques, scolaires, hospitalières, de transports (bus et trains). Au cours des quatre derniers mois de 2025, les Ukrainiens ont subi plus de 600 destructions par mois, provoquées par 60 000 drones et missiles qui se sont abattus chaque mois sur ces infrastructures et les habitations (*Center for strategic and international studies*, repris par *Mediapart* du 6 février 2026). Des écoles ont dû être fermées, des quartiers entiers sont restés dans le noir. Dans la nuit du 19 au 20 janvier, 6 000 immeubles de la capitale ont été privés d'électricité pendant que les ouvriers et les ouvrières veillaient sur les centrales de chauffage au péril de leur vie.

Plus que jamais, notre soutien

Malgré l'usure, les difficultés sans nom, la résilience des Ukrainiens est admirable. La paix qu'on appelle « juste », c'est-à-dire par la récupération de tous les territoires occupés, n'est, à ce jour, plus à portée de main dans le cadre du nouveau désordre international instauré par Poutine et Trump. Les Ukrainiens le savent, mais continuent à se battre sur le front comme à l'arrière pour défendre leur territoire et continuer à vivre du mieux possible. Ils ont plus que jamais besoin de notre soutien, politique, militaire et humanitaire, surtout pendant cet hiver particulièrement rude. C'est le sens de l'appel aux dons que nous vous proposons ci-dessous.

L'association a un besoin permanent de dons en argent pour acheter divers matériels, payer les frais de transports de ces matériels et aussi apporter une aide aux Ukrainiens réfugiés dans notre région.

Vous pouvez faire un don par chèque à l'ordre d'*Ukraine Dijon Bourgogne* (66% de déduction fiscale), chèques à adresser directement à :

Association Ukraine Dijon Bourgogne, Maison des associations, 2 rue des Corroyeurs, 21000 DIJON.

Vous pouvez également déposer des vêtements chauds, couvertures, pansements, etc. à :

la Banque alimentaire (espace réservé à UDB) **le mercredi de 10 h à 13 h.**

Vous pouvez aussi passer, pour votre don à UDB, par le [site web de Hello Asso](#) dans le cadre de la **collecte spéciale Grand Froid**.

Merci d'avance !





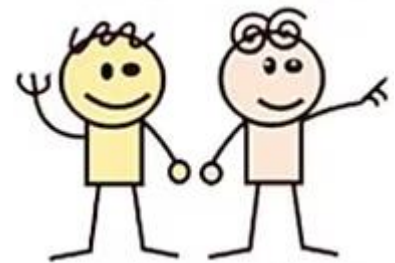
La Lettre

n° 38

février 2026

LE COIN DES ENFANTS

Le Chat et le Pacha



Zoé te propose aujourd'hui un petit sonnet mettant à l'honneur un de ses congénères :

لـو مـو لـو Charmant mais acharné, un chaton chamailleur
Chassait dans un chalet (bien charpenté, d'ailleurs)
Un gras chapon charnu, évidemment châtre,
Échappé du château d'un pacha chamarré.



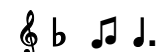
« Quel chameau ! », se fâcha le chafouin padischa,
Chagriné du chahut que le chat déclencha.
« Pas de chat pitre ici, pas de charivari !
Épargne mon chapon, chasse le canari ! »



Un vieux chaman passa, et lâcha, chaleureux :
« Pourquoi chahutez-vous ? Il y en a pour deux ! »,
Rabibocho pacha et chat par la mangeaille.



Oublié le chagrin, oubliées les chamailles !
On servit au château du chablis, bambocha...
Et le pacha dansa : chaloupé cha-cha-cha.



garanti sans recours à ChatGPT !